

Leçon n°8. La guerre froide, conflit idéologique, conflit de puissances : un lieu (Berlin 1945-1989), une crise (Cuba 1962), un conflit armé (la guerre du Vietnam).

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

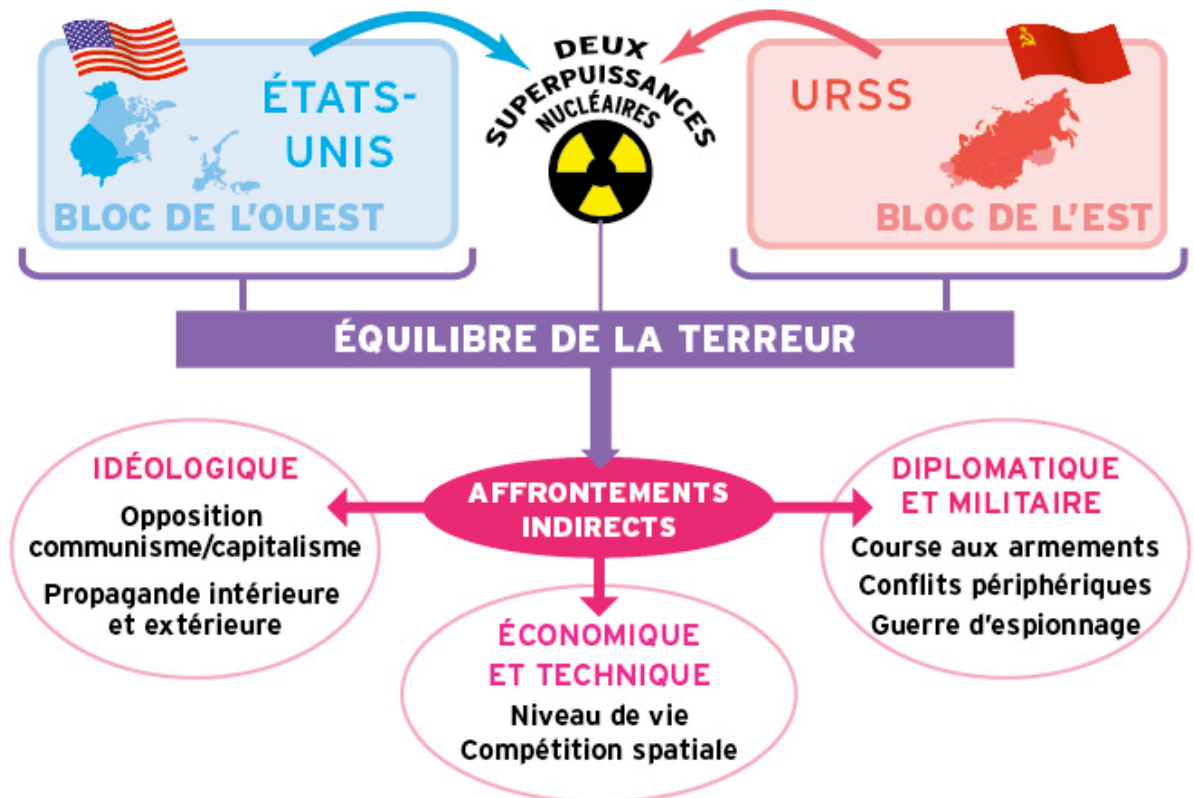
À partir de 1947 la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS domine les relations internationales. L'arme nucléaire rend impensable un conflit direct entre les deux superpuissances. Mais celles-ci peuvent s'affronter indirectement dans des conflits limités. Elles se livrent aussi une intense guerre idéologique qui fait la spécificité de cette période.

- problématique :

En quoi la guerre froide est-elle à la fois un conflit idéologique et un conflit de puissances ?

- annonce du plan :

Nous nous demanderons d'abord pourquoi la ville de Berlin devient le symbole de la confrontation Est-Ouest. Puis nous verrons pourquoi les deux superpuissances évitent l'escalade lors de la crise de Cuba. Enfin nous étudierons comment s'opposent les deux camps dans des conflits comme la guerre du Vietnam.



1. Berlin au cœur de la guerre froide (1945-1989)

a. L'Allemagne, « année zéro »

- Le sort de l'Allemagne est fixé lors des conférences de Yalta (février 1945) et Potsdam (juillet-août 1945). Le pays, amputé d'un tiers de son territoire, perd sa souveraineté. L'Allemagne, ainsi que l'Autriche, sont partagées en quatre zones d'occupation confiées aux vainqueurs.

- Berlin, ruinée, est une ville occupée par les Alliés en pleine zone soviétique. La ville de Berlin est conquise par les Soviétiques en 1945 et coupée en quatre zones d'occupation. Rapidement, les relations entre les Alliés (Américains, Anglais et Français d'un côté, Soviétiques de l'autre) se dégradent.

b. Berlin, lieu de crises

- Le blocus de Berlin, organisé par Staline, contribue à diviser durablement l'Allemagne en deux. Cherchant à étendre le contrôle soviétique sur l'ensemble de la ville, Staline ordonne, le 24 juin 1948, de faire le blocus de Berlin-Ouest. Les Américains y répondent par la mise en place d'un pont aérien qui permet de ravitailler les deux millions de Berlinois de l'Ouest. La détermination américaine fait échec au blocus, qui est levé le 12 mai 1949.

Cette crise réaffirme la division de l'Allemagne et de Berlin en deux. Berlin-Est devient la capitale de la nouvelle République démocratique allemande (RDA), où s'installe une démocratie populaire. Berlin-Ouest est alors un territoire décentré de la République fédérale d'Allemagne (RFA).

- Berlin-Est est le théâtre de manifestations ouvrières contre le régime communiste en 1953. Rapidement, Berlin-Ouest bénéficie d'une attention particulière des Occidentaux, alors que les autorités de la RDA cherchent à empêcher ses ressortissants de passer à l'Ouest. En 1953, la mort de Staline libère l'expression des mécontentements de certains ouvriers, vite réprimée par la police et l'armée Rouge.

- Berlin redevient un lieu de tensions Est/Ouest entre 1958 et 1961. Khrouchtchev exige des Occidentaux la démilitarisation de Berlin-Ouest. Finalement, et surtout pour éviter le départ massif des Allemands de l'Est vers l'Ouest (depuis 1949, autour de trois millions d'Allemands ont quitté la RDA), un mur est construit à partir du 13 août 1961 autour de Berlin-Ouest. Ce « mur de la honte » gèle localement la situation.

c. Berlin apaisée

- À partir de 1961, les relations entre Berlin-Est et Berlin-Ouest s'améliorent lentement. Au début des années 1970, le chancelier Willy Brandt, ancien maire de Berlin-Ouest, souhaite un rapprochement entre les deux Allemagne : c'est l'Ostpolitik. RFA et RDA se reconnaissent mutuellement en 1972.

- À la fin des années 1980, l'ébranlement du régime communiste aboutit à la chute du mur de Berlin, puis à la réunification allemande. En 1989, les manifestations se multiplient en RDA contre le régime communiste. L'abandon officiel de l'ingérence soviétique par Gorbatchev favorise la chute du mur de Berlin, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989. Moment de liesse populaire pacifique, cet événement à la portée symbolique internationale est le premier acte d'un processus aboutissant à la réunification de l'Allemagne le 3 octobre 1990. Berlin réunifiée devient la capitale de l'Allemagne réunifiée le 20 juin 1991.

2. La crise des fusées à Cuba : le monde au bord du gouffre

a. Les origines de la crise

- La révolution castriste. Après la victoire des États-Unis sur l'Espagne, Cuba est devenu un État théoriquement indépendant en 1902. Mais il est sous contrôle des États-Unis, qui disposent d'une base militaire à Guantanamo et dominent la production de sucre. En 1959, le dictateur pro-américain Batista est renversé par une insurrection armée dirigée par Fidel Castro et son conseiller argentin Che Guevara. Le nouveau régime cubain ne se réclame pas du socialisme à l'origine, mais se radicalise face à l'hostilité croissante de Washington.

- Les États-Unis contre Cuba. La réforme agraire et la nationalisation des sucreries portent atteinte aux intérêts américains. Le durcissement du régime castriste conduit de nombreux opposants cubains à se réfugier aux États-Unis. En avril 1961, pour renverser le gouvernement cubain, la CIA organise un débarquement de 1 500 combattants anticastristes dans la baie des Cochons à Cuba : c'est un échec complet. En février 1962, Cuba est exclu de l'OEA et soumis à un embargo par les États-Unis. Avec l'accord du président Kennedy, la CIA prépare une autre opération de grande envergure pour renverser le régime castriste.

- Les missiles soviétiques. Castro se rapproche de plus en plus de l'URSS, qui achète le sucre cubain et lui envoie des conseillers militaires. Khrouchtchev décide d'installer à Cuba des missiles nucléaires intermédiaires. Il pense ainsi combler le retard de l'URSS, même si celle-ci dispose déjà sur son sol de missiles stratégiques capables de frapper les États-Unis. Il sous-estime Kennedy, qu'il pense avoir dominé en faisant construire le mur de Berlin en 1961. Il n'hésite donc pas à défier Washington en faisant de Cuba une base militaire soviétique.

b. Deux semaines qui firent trembler le monde

- L'épreuve de force. Le 14 octobre 1962, un U2 photographie des bases de missiles en construction à Cuba. Kennedy choisit la modération contre l'avis de la plupart de ses conseillers qui prônent une intervention militaire à Cuba. Il annonce le 22 octobre à la télévision le blocus naval de l'île et exige le retrait des missiles. Le 24 octobre, les flottes américaine et soviétique se font face. Le 27 octobre, un U2 est abattu au-dessus de Cuba dans des circonstances non éclaircies. Le même jour, des missiles nucléaires tactiques sont pointés sur la base américaine de Guantanamo.

- Le dénouement. Les Soviétiques étaient prêts à riposter à une éventuelle attaque américaine sur Cuba. Mais Khrouchtchev a donné l'ordre, dès le 26 octobre, aux navires soviétiques qui transportaient de nouveaux missiles de faire demi-tour. Il cède le premier et négocie le retrait des missiles en échange de l'engagement des États-Unis de ne pas envahir Cuba et de retirer certains missiles installés en Turquie.

c. Les leçons de la crise

- Le bilan immédiat. Kennedy sort grandi de cette épreuve de force qu'il a remportée tout en restant modéré. Khrouchtchev perd de son crédit, avant d'être évincé du pouvoir en 1964. Castro estime avoir été « lâché » par son allié soviétique, mais Cuba reste un État socialiste aux portes des États-Unis.

- La Détente. Les deux Grands sont passés tout près de l'affrontement direct avec des armes nucléaires. Ils comprennent alors la nécessité d'améliorer le dialogue entre eux. Un téléphone rouge est installé en 1963 entre Washington et Moscou. Des discussions s'engagent sur la limitation des armements nucléaires. La Détente commence.

3. La guerre du Vietnam : un conflit indirect

a. De la décolonisation à la guerre froide

- La guerre d'Indochine. En 1940, l'Indochine est occupée par les Japonais, avec lesquels collaborent les autorités françaises vichystes. Profitant de la capitulation japonaise, le Vietminh lance une insurrection en août 1945, Hô Chi Minh proclame l'indépendance de la République démocratique du Vietnam (RDV) le 2 septembre 1945. Mais la France reprend le contrôle de ses colonies, ce qui déclenche la guerre d'Indochine en décembre 1946. Les États-Unis soutiennent la France à partir de 1950, dans le cadre de la stratégie d'endiguement. Ils s'inquiètent de l'évolution de l'Asie, avec la victoire des communistes en Chine (1949) et la guerre de Corée (1950-1953).

- La partition du Vietnam. Vaincue à Diên Bien Phu, la France signe les accords de Genève le 21 juillet 1954. Elle accepte l'indépendance du Cambodge, du Laos et de deux États vietnamiens séparés par le 17^e parallèle. Le Nord-Vietnam (capitale : Hanoï) ou RDV est dirigé par Hô Chi Minh et soutenu par l'URSS et la Chine. Le Sud-Vietnam (capitale : Saïgon) ou république du Vietnam est soutenu par les États-Unis. Une réunification du Vietnam, après des élections, est prévue.

b. L'engrenage de la guerre

- La lutte contre le communisme. Les Américains craignent la propagation du communisme dans toute l'Asie du Sud-Est, selon la théorie des dominos. Ils veulent faire du Sud-Vietnam un modèle de développement, par opposition au communisme et à l'ancien colonialisme français. Mais ils soutiennent un régime autoritaire et corrompu. Celui-ci est combattu à partir de 1960 par le FNL, aidé par la RDV, dont l'armée intervient de plus en plus au Sud.

- Une guerre qui ne dit pas son nom. Les États-Unis commencent par équiper l'armée sud-vietnamienne et l'encadrer par des conseillers militaires. Puis en 1964, le président américain Johnson engage des troupes sans déclaration de guerre. Craignant les réactions de l'opinion, il cherche à minimiser le conflit. Mais les effectifs militaires engagés augmentent vite et l'aviation américaine bombarde massivement le Nord-Vietnam à partir de 1965.

c. L'échec des États-Unis

- Un enjeu de politique intérieure. La guerre du Vietnam est de plus en plus critiquée aux États-Unis et dans le monde. Le 31 janvier 1968, « l'offensive du Têt » menée par le FNL le jour du Nouvel An vietnamien révèle la vulnérabilité du Sud-Vietnam, même si elle est finalement repoussée. Le 31 mars 1968, Johnson annonce un changement de stratégie. Nixon est élu président des États-Unis en novembre 1968 en promettant « la paix dans l'honneur ».

- L'enlèvement. Nixon veut mettre à profit la Détente pour régler le conflit. Il rapproche les États-Unis de la Chine, espérant le soutien de celle-ci dans les négociations avec la RDV. Il accélère la « vietnamisation » du conflit, c'est-à-dire le retrait des troupes américaines et le renforcement de l'armée sud-vietnamienne. Finalement, les accords de Paris (27 janvier 1973) signés par les États-Unis et la RDV marquent la fin de la guerre.

- Un lourd bilan. La guerre a provoqué la mort de 58 000 soldats américains et sans doute de deux millions de Vietnamiens. L'aviation américaine a fait un usage massif du napalm et de l'agent orange. Les États-Unis n'ont pas atteint leur objectif, puisqu'en 1975, l'armée nord-vietnamienne, aidée par le FNL, envahit le Sud-Vietnam et réunifie le pays sous un régime communiste.

Conclusion

- réponse à la problématique :

Deux blocs, deux modèles

- Alliés durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'URSS se divisent au lendemain de leur victoire. Leur opposition est d'abord un conflit de puissances : Staline tente d'étendre la domination soviétique sur l'Europe, ce que ne peuvent tolérer les Américains.

- Mais la rivalité entre les deux Grands s'explique aussi par leur opposition idéologique. Alors que les Américains défendent la démocratie libérale, les Soviétiques prônent la démocratie populaire fondée sur le communisme.

- Ne pouvant se combattre frontalement du fait de la dissuasion nucléaire, chacun des deux Grands multiplie les alliances pour limiter l'expansion de l'autre. Le monde se trouve ainsi bientôt coupé en deux blocs radicalement opposés.

De multiples crises

- Berlin cristallise d'abord l'opposition des deux Grands. Divisée comme le reste de l'Allemagne en quatre secteurs d'occupation, la ville est enclavée dans la zone soviétique de l'Allemagne. Berlin-Ouest constitue donc une dérangeante « vitrine du monde libre » à destination du bloc communiste. D'où les tentatives des dirigeants soviétiques de l'étouffer (blocus de 1948) et de l'isoler (construction du Mur en 1961), et le soutien sans faille que lui apportent en retour les Américains.

- L'apogée des tensions est atteint en 1962 lorsque Khrouchtchev prend le risque d'un affrontement militaire direct avec les États-Unis en livrant à Cuba des missiles soviétiques. La crise se règle par la négociation, mais le monde est passé au bord d'une guerre nucléaire.

- L'opposition des deux Grands trouve un nouveau terrain d'expression au Vietnam où le gouvernement pro-américain du Sud affronte une rébellion communiste. En 1964, les États-Unis y envoient des troupes pour soutenir leur allié. Ils s'engagent dans une guerre de neuf ans dont ils ne parviennent pas à sortir vainqueurs malgré leur écrasante supériorité matérielle.

- ouverture du sujet :

La fin de la guerre froide s'explique d'abord par l'affaiblissement de l'opposition idéologique. La forte influence de la culture américaine conduit à une occidentalisation des sociétés du bloc soviétique et à un épuisement de l'idéologie communiste. Elle s'explique aussi par la remise en cause de la gestion des relations internationales uniquement par les deux superpuissances. L'engagement planétaire et le coût financier de cet affrontement rendent intenable la poursuite de la guerre froide, notamment pour l'URSS. De plus, l'émergence de nouveaux pôles de puissance affaiblit la légitimité de la division bipolaire du monde.

Quelles sont les nouvelles conflictualités qui voient le jour après 1989 ?

Fiche bilan - Leçon n°8. **La guerre froide, conflit idéologique, conflit de puissances : un lieu (Berlin 1945-1989), une crise (Cuba 1962), un conflit armé (la guerre du Vietnam).**

Notions :

GUERRE FROIDE : L'expression guerre froide, inventée en 1947, désigne en même temps une période de l'histoire contemporaine (que l'on peut prendre dans son acception large : de la seconde moitié des années 1940 à 1991) et un conflit multiforme, d'intensité variable, dressant l'un contre l'autre deux blocs visant l'extension maximale de leur influence et l'endiguement voire le refoulement de l'adversaire. Cet affrontement ne débouche jamais sur un conflit armé direct.

BIPOLARISATION : L'affrontement idéologique de l'URSS et des États-Unis qui entraîne une division du monde en deux camps à partir de 1947.

ENDIGUEMENT (CONTAINMENT) : politique engagée par les États-Unis en 1947. Elle vise à endiguer l'expansion du communisme par une aide économique et militaire aux pays alliés des États-Unis.

MODELE IDEOLOGIQUE : Le mot de « modèle » doit être entendu comme un outil didactique, facilitant la présentation et la compréhension des traits saillants d'une réalité historique par articulation entre l'exposition d'un petit nombre de faits et le recours à l'abstraction, entre le dégagement d'invariants et la prise en compte de l'évolution. L'accent est mis sur le versant idéologique, c'est-à-dire les mythes fondateurs, le système de valeurs et de normes, les pratiques culturelles, la vision des rapports Etat/société civile et de l'organisation socio-économique, qui fournissent un soubassement commun à tous ceux qui y adhèrent ou en dépendent. L'étude des modèles américain et soviétique inclut la présentation de leur force d'attraction, de leur diffusion et de leur mobilisation dans le cadre de la confrontation entre les deux Grands.

COURSE AUX ARMEMENTS : compétition pour la fabrication ou la possession d'armes les plus sophistiquées. Ce fut surtout le cas des deux Grands pendant la guerre froide (France et Royaume-Uni se contentant de suivre). Par la suite, de nombreux autres acheteurs (voire producteurs) sont apparus, notamment au Moyen-Orient.

COEXISTENCE PACIFIQUE ET DETENTE : La coexistence pacifique désigne la politique d'apaisement initiée par Khrouchtchev en 1956. Elle vise à éviter les crises sans pour autant renoncer à l'affrontement idéologique avec les États-Unis. La Détente désigne la période qui va de 1963 à 1975 au cours de laquelle les relations entre les deux Grands sont marquées par une volonté de dialogue et de compromis afin de limiter le risque d'un affrontement nucléaire.

OSTPOLITIK (POLITIQUE DE L'EST) : politique d'ouverture vers la RDA et les démocraties populaires menée par le chancelier de la RFA, Willy Brandt, de 1969 à 1974.

THEORIE DES DOMINOS : doctrine formulée dans les années 1950 par les Américains, selon laquelle la chute d'un pays dans le camp communiste entraînerait celle de tous les pays voisins.

Vocabulaire et sigles :

Blocus : opération visant à isoler une zone (ville ou pays) par la force, en la privant de toute communication avec l'extérieur.

Démocratie populaire : régime politique communiste d'Europe de l'Est - copié sur celui de l'Union soviétique - caractérisé par un parti unique, la restriction des libertés, l'adoption du communisme comme doctrine politique et économique officielle.

Atlantisme : durant la guerre froide, attitude de soutien et de fidélité à l'égard des États-Unis de la part des pays d'Europe occidentale engagés dans l'alliance atlantique. Les Allemands de l'Ouest en sont les meilleurs représentants après la première crise de Berlin.

Bloc : un ensemble de pays qui partagent une idéologie commune et sont liés entre eux par des accords politiques, économiques et militaires. Chaque bloc se forme autour d'une grande puissance. On parle, pendant la guerre froide, de relations Est/Ouest.

Rideau de fer : image utilisée à l'origine par Churchill pour désigner la division de l'Europe en deux blocs rivaux et dénoncer la domination soviétique sur la partie orientale du continent.

Dégel : la période de relatif apaisement entre les États-Unis et l'URSS après la mort de Staline en 1953.

CIA (Central Intelligence Agency) : Agence centrale de renseignement, chargée d'informer le président des États-Unis, de soutenir les alliés des États-Unis et de monter des opérations clandestines contre leurs ennemis.

Embargo : suspension des relations commerciales décidée par un État pour pénaliser un autre État. À distinguer du blocus, qui est une action militaire visant à couper un État du monde.

Intermédiaire : qualifie une arme dont la portée se situe entre 500 et 5500 km.

OEA (Organisation des États américains) : créée en 1948 et installée à Washington, elle rassemble tous les États américains (sauf le Canada qui adhère en 1990) sous le leadership des États-Unis.

Stratégique : qualifie une arme dont la portée est supérieure à 5 500 km.

Tactique : qualifie une arme dont la portée est inférieure à 500 km.

Téléphone rouge : nom donné à la liaison directe permettant à Washington et Moscou d'échanger des messages.

U2 : avion espion de l'armée américaine, survolant le territoire ennemi à haute altitude (21 000 m) pour photographier les sites militaires.

Agent orange : produit chimique utilisé par l'aviation américaine pour détruire la jungle où se cachait le FNL, responsable de nombreux dommages humains et écologiques. **FNL (Front national de libération)** : créé au Sud-Vietnam en 1960 pour lutter contre le gouvernement pro-américain et réunifier le Vietnam. Ses adversaires l'appellent le Vietcong (ce qui signifie « le Vietnam communiste »).

Condominium (ou duopole) : (du latin cum, « avec », et dominare, « dominer ») : accord entre deux partenaires pour dominer ensemble et exclure des décisions importantes les autres puissances. C'est le cas des États-Unis et de l'URSS dans les années 1970 par exemple.

Dissuasion : situation d'équilibre réel ou relatif des forces qui dissuade l'adversaire de commettre une agression dont il sait qu'elle sera payée en retour de destructions insupportables (cf. dissuasion entre les États-Unis et l'URSS par « l'équilibre de la terreur »).

Guerre d'Indochine : guerre qui oppose la France au Vietminh de 1946 à 1954.

Guerre du Vietnam : guerre qui oppose le Sud-Vietnam et les États-Unis à la RDV et au FNL de 1964 à 1975.

Indochine : nom générique donné aux colonies françaises du Cambodge, du Laos et du Vietnam (Cochinchine, Annam, Tonkin).

Napalm : substance à base d'essence servant à la fabrication de bombes incendiaires.

RDV (République démocratique du Vietnam) : proclamée en 1945 par Hô Chi Minh. Le terme désigne le territoire contrôlé par le Vietminh de 1946 à 1954, puis le Nord-Vietnam de 1954 à 1975.

Vietminh : nom abrégé de l'Alliance pour l'indépendance du Vietnam fondée en 1941 par Hô Chi Minh et dominée par les communistes.

Vietcong : guérilla nationaliste et communiste au Vietnam du Sud, qui bénéficie de l'aide du Nord et souhaite la réunification du pays.

Repères chronologiques :

1945 Division de Berlin en 4 zones d'occupation

Juin 1948-mai 1949 Blocus de Berlin-Ouest

1949 Création de la RDA et de la RFA

1953 Émeutes ouvrières à Berlin-Est

1959 : Castro au pouvoir à Cuba

1961 Construction du mur de Berlin

1962 : crise de Cuba

1964-1975 : guerre du Vietnam

1969-1974 Willy Brandt chancelier de la RFA

1973 Désengagement américain du Vietnam

1989 Chute du mur de Berlin

1990 Réunification allemande

1991 Berlin devient la capitale de l'Allemagne réunifiée

Personnages clés :

Willy Brandt (1913-1992) :

En 1933, le jeune journaliste social-démocrate Willy Brandt fuit l'Allemagne nazie pour se réfugier en Norvège puis en Suède. Après la chute du III^e Reich, il rentre en Allemagne et est élu au Parlement fédéral en 1949 comme député de Berlin-Ouest. Il devient le bourgmestre (maire) de Berlin-Ouest en 1957. Il affronte la deuxième crise de Berlin et assiste à la construction du mur par la RDA en 1961. En 1964, il prend la tête du SPD (Parti social-démocrate). Il est nommé ministre des Affaires étrangères en 1966. Vice-chancelier depuis 1966, il est élu chancelier de la RFA de 1969 à 1974 à la tête d'une coalition de libéraux et de sociaux-démocrates. Il inaugure une politique de détente et de rapprochement avec l'Est (l'Ostpolitik). Il signe successivement le traité de non-prolifération des armes nucléaires, un pacte de non-agression et de reconnaissance des frontières avec la Pologne en 1970, un traité avec les deux « Grands » déterminant le statut de Berlin. Lauréat du prix Nobel de la paix en 1971, il est également un ardent partisan de la construction européenne. Mais la découverte d'un espion de la RDA parmi ses proches l'oblige à démissionner en 1974.

Nikita Khrouchtchev (1894-1971) :

Premier secrétaire du Parti communiste en 1953 et successeur de Staline à la tête de l'URSS, il est démis de ses fonctions en 1964, notamment en raison de sa politique extérieure jugée trop imprudente à Berlin et à Cuba.

Konrad Adenauer (1876-1967) :

En 1933, Adenauer, qui est membre du Zentrum (le centre catholique), est maire de Cologne et président du Conseil d'État de Prusse. Les nazis le destituent de ses fonctions en mars, puis l'envoient dans un camp de concentration (1934-1944). Après la Seconde Guerre mondiale, il participe à la fondation du Parti chrétien-démocrate allemand (CDU) et en devient le chef. Chancelier de la RFA dès septembre 1949, il est de surcroît ministre des Affaires étrangères de 1949 à 1955. Il dirige l'Allemagne de l'Ouest sans discontinuer jusqu'en 1963, prépare son redressement économique et la situe résolument dans le camp occidental. Il obtient l'admission de la RFA au Conseil de l'Europe en 1950 et sa participation à la CECA en 1951. La RFA prend part au projet de la CED (1952). En 1955, elle entre dans l'OTAN (ce qui provoque la formation du Pacte de Varsovie). En 1957, Adenauer décide de l'adhésion de l'Allemagne fédérale à l'Euratom et à la CEE par les traités de Rome. En 1962 et en 1963, il se rapproche de la France du général de Gaulle pour oeuvrer à la réconciliation des deux peuples et constituer l'axe Paris-Bonn, en signant le traité de l'Elysée. Quand il prend sa retraite en 1963, on mesure le chemin parcouru par la RFA, qui de pays vaincu, est devenue un pilier essentiel de la construction de l'Europe occidentale.

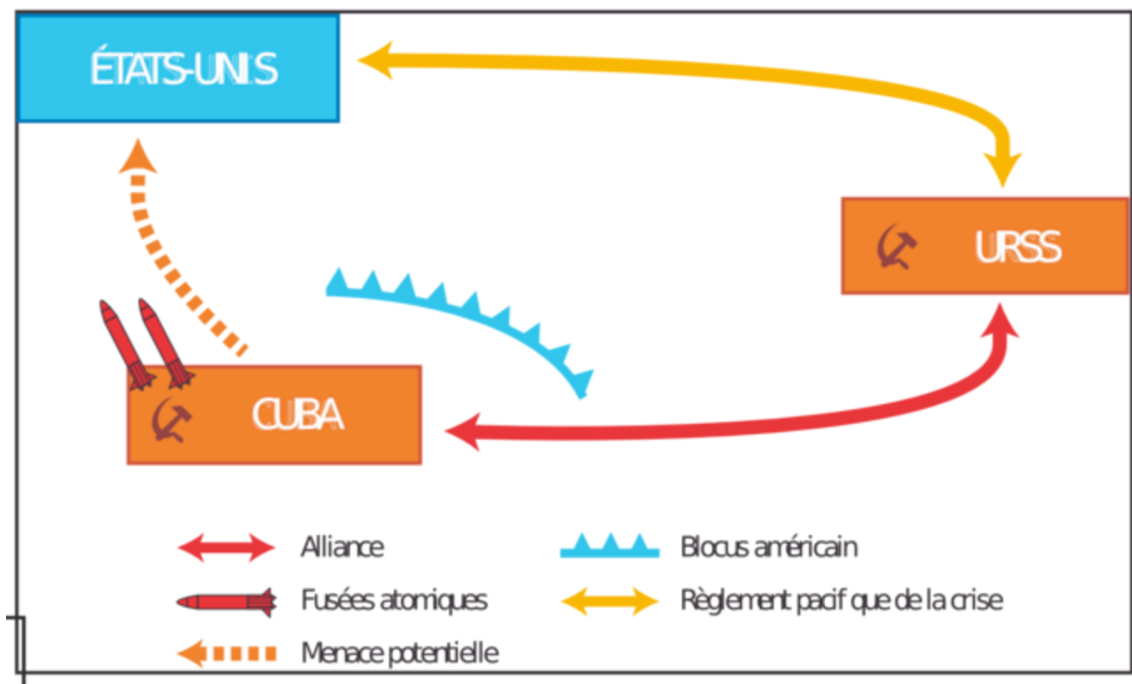
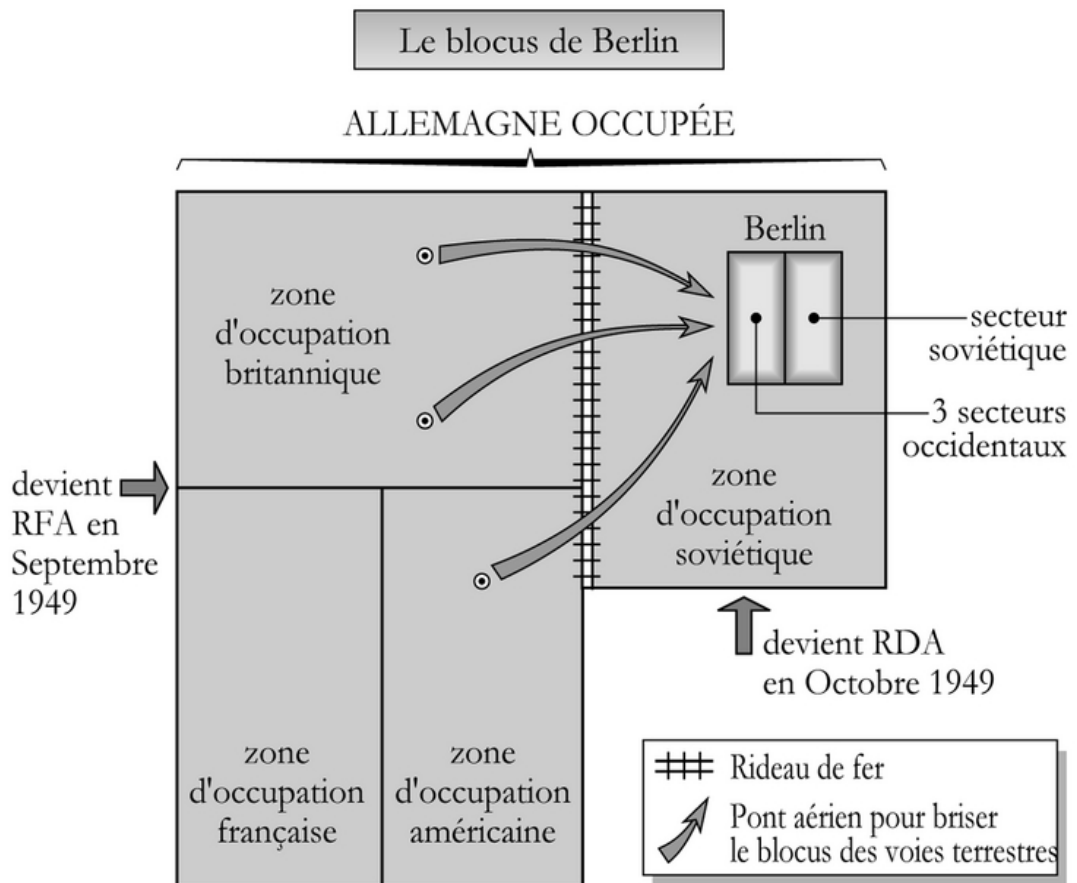
John Fitzgerald Kennedy (1917-1963) :

Né dans une famille irlandaise catholique, il est élu démocrate à la Chambre des représentants en 1946 puis sénateur à partir de 1952. En 1960, il remporte l'élection présidentielle face au républicain Nixon et veut appliquer un ambitieux programme de réformes, baptisé la « Nouvelle Frontière » (lutte contre la pauvreté, conquête spatiale...). À l'intérieur des États-Unis, il n'a pas le temps de la mettre en œuvre. À l'extérieur, il pratique une politique d'aide au Tiers-Monde, crée l'Alliance pour le progrès et le Corps de la paix. Face à l'Est et malgré un regain de tensions (crise des fusées en 1962), il engage le processus de la Détente. Il amorce cependant l'intervention américaine au Vietnam en envoyant des milliers de « conseillers » militaires. Il est assassiné à Dallas en 1963.

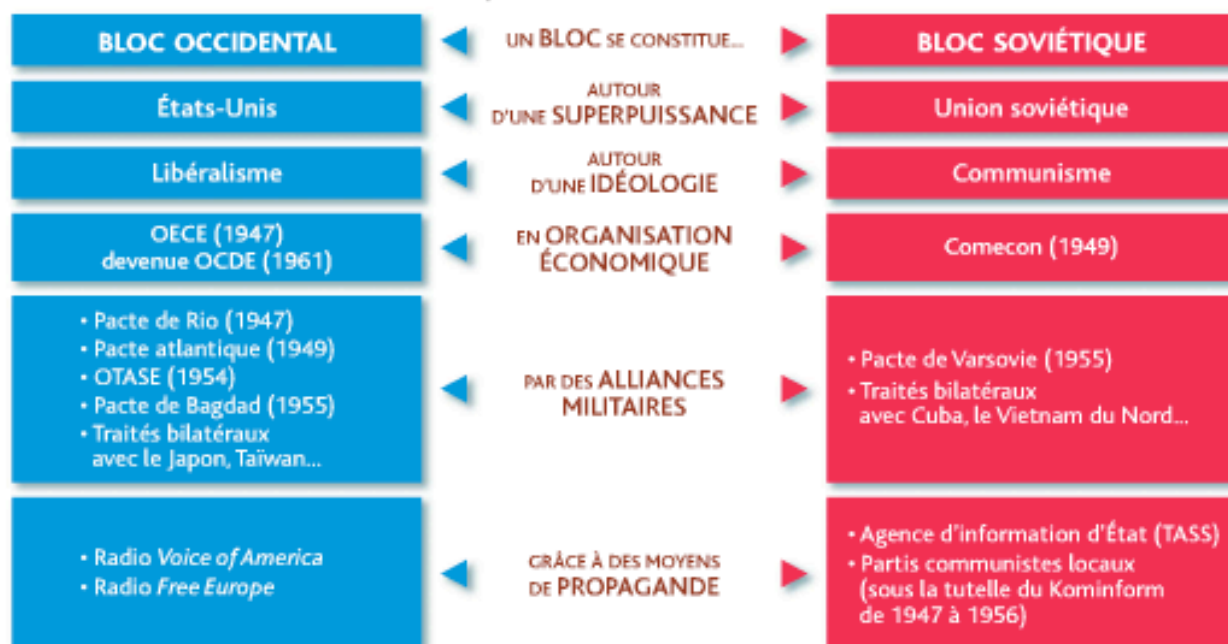
Fidel Castro (né en 1926)

Né à Cuba dans une famille cubaine relativement aisée, avocat, il organise la guérilla qui renverse le dictateur Batista en 1959. Premier ministre, il ordonne une réforme agraire, nationalise plusieurs entreprises américaines puis proclame la « République socialiste » de Cuba en 1961. Le régime se durcit et adopte en tous points le modèle soviétique. Secrétaire général du Parti communiste cubain, chef de l'État depuis 1976, Castro est ainsi un des plus fidèles alliés de l'URSS au temps de Brejnev. À la fin des années 1970, il envoie des soldats en Angola et en Ethiopie pour le compte du « camp socialiste ». À la fin des années 1990, le « Lider Maximo » est un des rares dictateurs communistes à rester en place. Privée du soutien soviétique, l'économie de Cuba se détériore, ce qui nourrit un fort courant d'émigration en direction des États-Unis. Après 47 ans de présidence, il démissionne en février 2008.

Productions graphiques :



La Guerre froide, une confrontation entre deux blocs...



... sans affrontements directs

